

SEMESTRE EUROPÉEN 2023

Enseignements du Rapport pays et des recommandations

21 juin 2023



Contexte économique

Le ralentissement se confirme sauf dans le PSC et le PNR

Prévisions croissance PIB réel	Publication	2023	2024	2025	2026	2027
MinFin / MECO	PSC/PNR (27.4)	2.4	3.8	2.9	2.5	2.5
CE	Country Report (24.5)	1.6	2.4	/	/	/
FMI	Article IV (24.5)	1.1	1.7	/	/	/
OCDE	Perspectives économiques (7.6)	0.8	2	/	/	/
STATEC	NDC 2023-1 (12.6)	1.5	2.5	/	/	/
STATEC	Tripartite (1.3)	2.2	3.2	/	/	/

- Projections **PSC et PNR plus optimistes** que la Commission et autres Institutions internationales et que les toutes dernières du STATEC
- Quel est le **driver** de la **croissance** attendue de **3.8% en 2024** ?
- Pourquoi **révision à la baisse se du STATEC** ?
- **Impact croissance du PIB** sur les autres domaines (emploi, recettes fiscales, cotisations sociales) et sur les ratios (déficit, dette)
- Selon le PSC, le **PIB** passera la barre des **100 milliards EUR** en 2027 !



1-2023
**NOTE DE
CONJONCTURE**
La situation économique du Luxembourg
Evolution récente et perspectives

STATEC

« Le STATEC avait alerté le gouvernement et les partenaires sociaux, au cours des négociations tripartites de l'année passée, que les perspectives économiques étaient en train de s'assombrir »

« Au Luxembourg, l'inflexion de la dynamique économique se perçoit sur de nombreux indicateurs conjoncturels, notamment du PIB, au tournant de 2022 et 2023 »

« Dans ce contexte, le STATEC a révisé ses prévisions de croissance du PIB à la baisse: +1.5% cette année et +2.5% l'année prochaine »

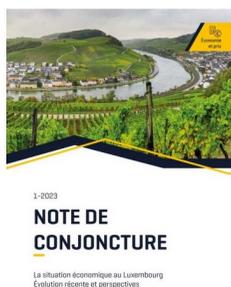
Contexte économique

Les nombreux risques doivent nous inciter à la prudence



Cf. Analyse sensibilité

- Tensions géopolitiques
- Tendances protectionnistes (impact IRA sur l'industrie européenne...)
- Risque nouvelle hausse des prix de l'énergie, notamment à l'hiver prochain
- Impact resserrement continu de la politique monétaire sur la consommation privée et les investissements, et donc sur la croissance économique future
- Impact hausse des taux d'intérêt sur la demande du secteur immobilier
- Refonte système fiscal international en matière d'impôts sur les sociétés



Cf. Scénario alternatif

- En raison de la forte incertitude, le STATEC fournit également des prévisions alternatives, notamment en cas de dégradation de la conjoncture européenne
- Dans le scénario défavorable, l'inflation sous-jacente ralentirait moins fortement que prévu et les banques centrales répondraient par des hausses additionnelles des taux = **choc additionnel sur l'économie luxembourgeoise (PIB : -0,4% en 2023 et 0,8% en 2024)**
- Pour information : nouvelle hausse du taux directeur de la BCE entretemps (15.6)

L'opportunité du Semestre européen

Constats et messages de la Commission européenne

Les tripartites (2022-2023) ont tenté de répondre à la situation de crise (aspect conjoncturel)

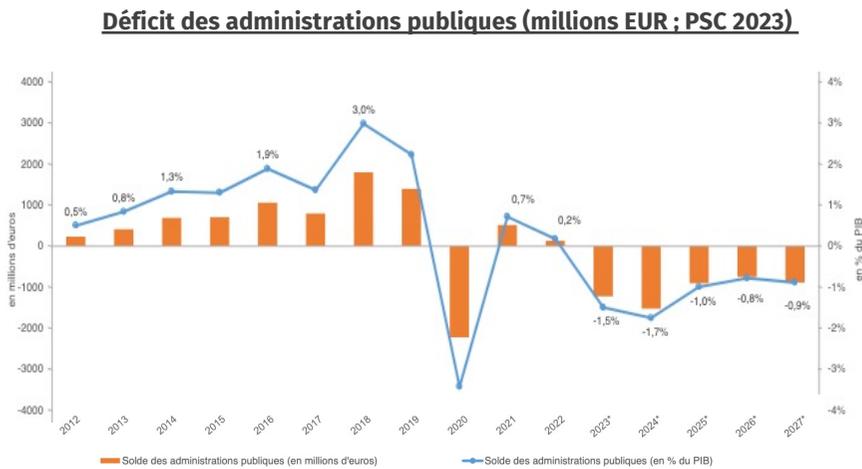
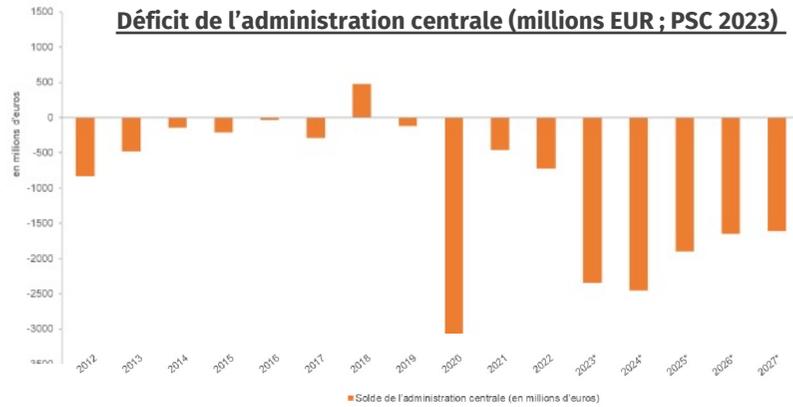


Le Rapport de la Commission nous donne plusieurs constats pour répondre aux défis du pays (aspect structurel)



1. Le défi des Finances publiques

Une dégradation à court terme...



- Adm. centrale : énormes déficits → 10 mia EUR de déficit cumulé 2023-2027
- Sécu : réduction de moitié de l'excédent (1,1 mia EUR en 2023 → 0, 57 mia EUR en 2027)



- Adm. publiques : dorénavant aussi en déficit



- « Mener une politique budgétaire prudente »
- « Cibler davantage les aides aux ménages »



STATEC
Luxembourg

« Les augmentations du revenu disponible (grâce aux aides, crédits d'impôts et aux tranches indiciaires) devraient bénéficier surtout aux plus fortunés »

1. Le défi des Finances publiques

...et une menace à long terme à cause des pensions

Hausse des dépenses de pensions d'ici 2070 (points de PIB, Commission)



Constats de la Commission

- « Constats et recommandations récurrents de la Commission » : aucun progrès !
- « Le principal défi budgétaire pour le Luxembourg reste la viabilité à long terme, principalement en raison de la forte augmentation attendue du coût des pensions, qui pèsera lourdement sur les finances publiques au cours des prochaines décennies »
- « La viabilité budgétaire à long terme du pays est menacée à cause des hausses attendues de dépense de pensions »
- « Hausse des dépenses de pensions d'ici 2070 la plus forte de l'UE »
- « Age effectif de départ (61,3) à la retraite est l'un des plus faibles de l'UE »
- « Taux d'emploi (46,6% en 2022) des 55-64 ans parmi les plus faibles de l'UE (62,2%) »
- « Rapport pensions / salaires (81%) parmi les plus élevés de l'UE »
- Explication : « générosité du système (haut niveau des pensions + dispositifs de départ à la retraite anticipé) »
- Constats partagés par le FMI et l'OCDE

1. Le défi des Finances publiques et des pensions

Une unanimité sur le sujet des pensions



Mai 2023

- « Relever **l'âge effectif de départ à la retraite** »
- « Augmenter le taux de participation des travailleurs âgés »
- « La suppression progressive des dispositifs de retraite anticipée et, à terme, une corrélation de l'âge de départ à la retraite avec l'espérance de vie, conjuguées à des mesures visant à encourager les personnes à continuer à travailler, contribueraient également à accroître le taux d'emploi des travailleurs âgés, et donc à soutenir la croissance économique et à renforcer l'équité économique entre les générations. »
- « **Avis CES doit servir de première étape vers un débat national sur la réforme des retraites.** »



Décembre 2022

- « Les autorités devraient s'attaquer aux enjeux à long terme. Il est nécessaire de réformer le système de retraite pour assurer la viabilité des finances publiques »
- « Au lieu d'attendre que le système devienne déficitaire, **il faudrait prendre des mesures correctives le plus tôt possible.** Plus l'intervention des autorités sera différée, plus l'ampleur des ajustements futurs sera importante ».
- « D'après les estimations actuelles, il faudrait que le taux de cotisation passe de 24 % aujourd'hui à un niveau compris entre 31 % et 35 % d'ici à 2070 ; ce qui pénaliserait travailleurs faiblement rémunérés ».
- « Suspandre **l'indexation des pensions** sur les salaires réels jusqu'à ce que les taux de remplacement atteignent des niveaux plus viables, tout en veillant à protéger les retraités les plus vulnérables »
- « 3 leviers : repousser l'âge effectif de départ à la retraite, réduire la générosité du système de retraite et allonger les périodes de cotisation »
- « S'attaquer au problème des sorties précoces du marché du travail devrait être la 1^{er} voie »

MOODY'S

Mars 2023

- « Le Luxembourg continuera à respecter le seuil de 30% du PIB pour la dette publique, fixé dans le programme gouvernemental. En même temps, Moody's rappelle que **les risques budgétaires continuent à exister, tels que les pressions économiques et budgétaires à long terme liées au vieillissement de la population.** »

Fitch Ratings

Janvier 2023

- « Le bilan solide du secteur public offre un tampon contre l'augmentation des dépenses liées au vieillissement dans les décennies à venir. Les dépenses liées au vieillissement au Luxembourg augmenteront de 6,3% du PIB d'ici 2050 si les politiques restent inchangées. »

1. Le défi des Finances publiques et des pensions

Nos recommandations : agir maintenant et anticiper l'avenir

- **Optimiser les dépenses budgétaires** (dépenses courantes > investissements dans l'innovation, la transition digitale et environnementale)
- **Dépasser la vision court et moyen terme** (période de couverture de 10 ans) et anticiper les changements
- **Garantir l'accès à une pension** aux générations futures par :
 - un relèvement de l'âge de départ effectif en retraite qui soit plus en adéquation avec l'évolution de l'espérance de vie
 - un abaissement du plafond cotisable pour tendre à l'objectif d'assurance
 - un rapprochement du système de pension de vieillesse anticipée des indépendants à celui des salariés
 - un soutien au recours aux mécanismes de pension complémentaire

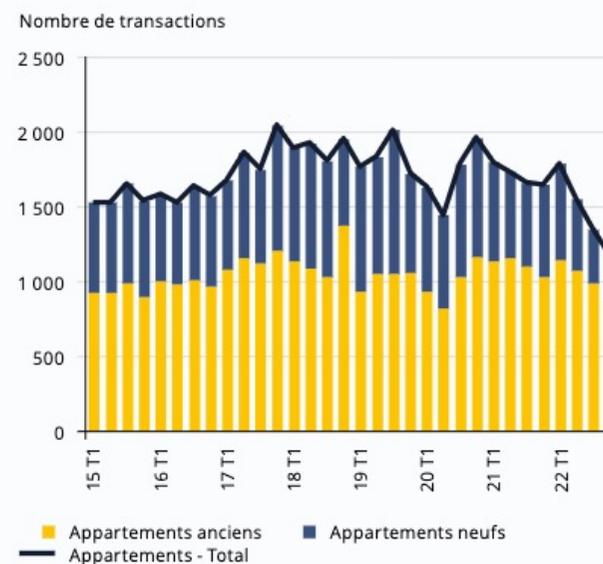
2. Le défi du Logement

Une crise conjoncturelle qui amplifie le problème structurel

Constats de la Commission

- « Le problème du logement est un problème d'offre »
- « Au cours de même période 2010-2021, la population a augmenté d'environ 30 % (5 % dans la zone euro), soit plus de 7 000 ménages par an. Dans le même temps, la production de nouveaux logements a été inférieure à 4 000 unités par an, ce qui a entraîné une forte pénurie de logements, qui n'est que partiellement atténuée par le marché du logement transfrontalier »
- « Une longue période de politiques fiscale incitatives, encourageant l'accession à la propriété plutôt que la location d'un logement »
- « Le soutien à l'accession à la propriété qui a encore été augmenté en 2023 contribue à favoriser davantage la propriété plutôt que la location ». « Compte tenu de la pénurie persistante de logements, les allègements fiscaux et les subventions ont été capitalisés dans des prix des logements plus élevés »
- « Il est nécessaire d'intensifier les efforts et d'améliorer la coordination des politiques avec les communes et la Grande Région pour permettre une mise en œuvre efficace. Le Pacte logement 2.0 constitue un pas dans la bonne direction »

Statec : Nombre de ventes de logement (NDC 2023-1)



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

2. Le défi du Logement

Nos recommandations



Propositions structurelles de l'UEL et de ses membres

- Augmenter l'offre de biens ; se fixer des objectifs, se donner les moyens, prioriser les défis
- Augmenter la densité, la hauteur des immeubles et la vitesse des procédures
- Impliquer plus fortement le privé (partenariat public-privé)

Propositions conjoncturelles de l'UEL et de ses membres

- Adopter une attitude positive avec les investisseurs alors que l'UEL et ses membres s'inquiètent du faisceau de signaux négatifs envoyés par plusieurs projets de lois, à l'instar du PL bail à loyer, qui pris dans leur ensemble, aura un impact considérable sur le nombre de constructions nouvelles (en particulier dans l'immobilier locatif)
- Les 13 mesures pour soutenir les métiers de la construction et l'accès au logement issues de la TF Logement va dans la bonne direction... mais seront-elles suffisantes ?
- Les mesures auraient pu être plus incisives (Cf. Mesures présentées en avril par la CdM dans le cadre de cette TF Logement), notamment par une reconsidération de la baisse du taux de l'amortissement accéléré et le retrait des amendements gouvernementaux « bail à loyer »

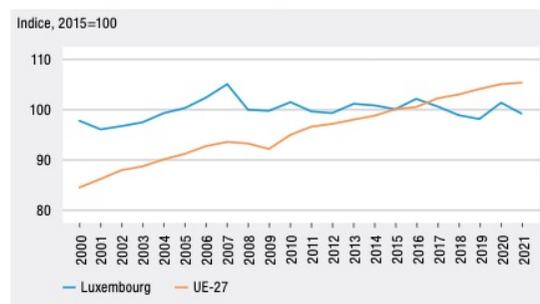
→ Les constructions qui ne seront pas faites aujourd'hui en raison d'un manque d'investisseurs, outre leur incidence négative sur le secteur de la construction, seront les logements manquants de demain ; ce qui, dans un contexte de hausse continue de la population et des besoins en main-d'œuvre, conduira inexorablement à attiser les tensions sur le marché de l'immobilier, avec à la clé des hausses de prix et de loyers conséquentes.

3. Le défi de la productivité

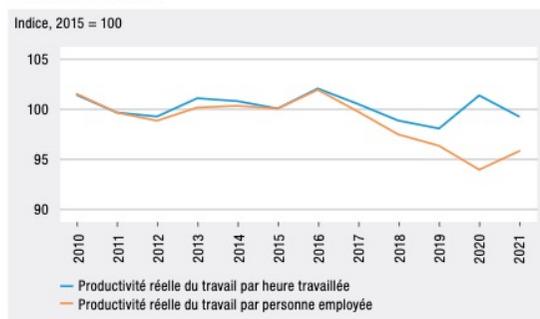
Le constat commun et récurrent de stagnation de la productivité

Données CNP

Évolution de la productivité réelle du travail par heures travaillées



Évolution de la productivité réelle du travail par heure travaillée et par personne employée au Luxembourg



Constats de la Commission

- Unanimité sur la **stagnation de la productivité horaire** de la main-d'œuvre depuis le début du siècle = notre croissance vient seulement de l'augmentation de l'emploi = croissance pas durable et/ou accentue les autres défis (logement, mobilité...)
- « La productivité a évolué **moins favorablement que dans la moyenne de l'UE** »
- « **Pire, en 2021 et 2022, la productivité** annuelle de la main-d'œuvre par heure travaillée **a diminué**, de 2,3 % et de 2,0 % respectivement »
- **Prévisions** de la Commission encore **négatives** pour 2023 (-1,8%) et 2024 (-1,9%) !
- « Les faibles gains de productivité s'expliquent en partie par le faible niveau des investissements, notamment en R&D, le soutien public à l'innovation des entreprises restant à des niveaux très faibles. » (cf. slide innovation)
- « Sur le plan de la productivité, le **Luxembourg s'éloigne de l'ODD 4** »

L'UEL note les différentes pistes données par le CNP et la Commission pour relancer la productivité comme les talents, la digitalisation ou l'innovation mais insiste sur le cadre réglementaire qu'il faut absolument réduire et simplifier.

4. Le défi de la Transition environnementale

Les entreprises font partie de la solution

Projections de mise à jour du PNEC

- Analyse effectuée par le STATEC en collaboration avec les experts des différents ministères
- Prise en compte des projections de conjoncture différentes que lors du PNEC 2020 (croissance démographique)
- Proposition de réaliser des mises à jour régulières

Innovation

- Nécessité de favoriser **l'innovation environnementale** pour atteindre les ambitions affichées par le Luxembourg

Électrification

- Une grande partie de la décarbonation des différents secteurs passera par l'électrification (mobilité, sources de chaleur, etc.) → accès à une **électricité renouvelable à un prix compétitif** = condition préalable nécessaire à une décarbonation réussie
- Importance de la réforme du marché européen qui doit continuer à répondre au **principe de marché intérieur** (face aux tendances de fermeture dans certains Etats-membres) et de la **neutralité technologique**
- Rapidité et **succès de la transition énergétique** du Luxembourg et de l'industrie européenne dépendent de deux éléments :
 - notre capacité à réduire l'écart de prix entre le gaz naturel et l'électricité,
 - notre capacité à réduire l'écart de prix de l'électricité dans l'UE par rapport à notre partenaire commercial international.



4. Le défi de la Transition environnementale

Les entreprises font partie de la solution

Sustainable talents

- **Disposer des compétences adéquates** pour mener à bien la transition environnementale et énergétique
- Anticiper **les besoins futurs en compétences** en combinant formation sur place et attraction/rétention des talents étrangers.

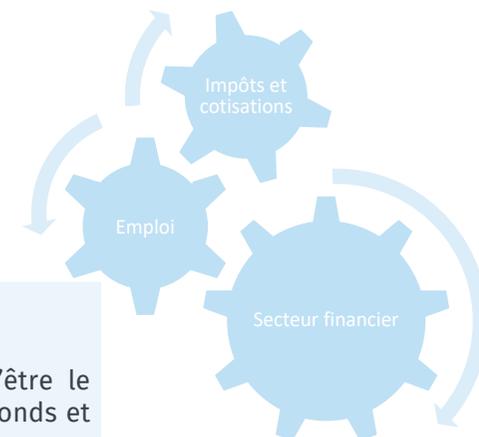


Les objectifs sectoriels

- **Constat : Plus réalistes** et mieux alignés avec la réalité du terrain (notamment ceux de l'industrie qui se rapprochent de ce qu'ont fixé notamment la France et l'Allemagne). Ces objectifs restent un **grand défi** → besoin d'un soutien solide et des mesures incitatives fortes
- **Proposition** : Élaborer des **feuilles de route et/ou des plans d'actions sectoriels** à destination des entreprises, en concertation avec les acteurs concernés (à l'image de la feuille de route pour la décarbonation de l'industrie)
- **Réserve Transport** : faire peser autant de contraintes sur un seul et même secteur où les baisses d'émissions projetées sont bien plus élevées → la MAJ PNEC mise sur ce secteur pour la baisse de -55% d'émissions de GES en 2030
- **Objectif de 49% de la part de véhicules électriques et plug-in hybrides réaliste?** Il faudrait qu'à partir de 2023, 85% de toutes les nouvelles immatriculations de véhicules privés soient des véhicules électriques ou plug-in hybrides, contre 20% sur le premier semestre 2023
- Diminution des ventes de carburant → **baisse** d'une des principales sources de **recettes fiscales**

5. Le défi du maintien de notre secteur financier

Le secteur financier est le facteur clé de notre résilience



- Commission européenne : “Planification fiscale agressive”
- Structure économique atypique / Ecosystème envié : « A-t-on toujours le droit d’être le meilleur ? » « A-t-on le droit d’assumer d’être un centre financier, un centre pour les fonds et un centre de trésorerie intragroupe ? »
- Importance de rester en ligne avec les législations européennes/internationales (compliance) ; ce que le Luxembourg fait. Est-il logique d’être critiqué ne pas aller plus loin dans les restrictions que ce qui est décidé au niveau européen ?
- La COM note que « la rentabilité des banques luxembourgeoises est structurellement faible, le RoE étant par exemple de 5,6% (T3 2022) alors que celui de l’UE est de 6,1% » et que « les compagnies d’assurance pourraient subir des pertes considérables en raison de l’inflation... l’augmentation des coûts des sinistres l’emportera probablement sur les bénéfices découlant des taux de prime plus élevés ».
- Attention : -11% Valeur Ajoutée Brute (VAB) du secteur financier T4 2022 (Statec)
- Restons soudés et gardons ce moteur sachant les retombées économiques, sociales et fiscales du secteur pour le pays

→ Objectif : Être compétitif (cf. perte de part de marché des fonds au profit de l’Irlande) et augmenter la sécurité juridique

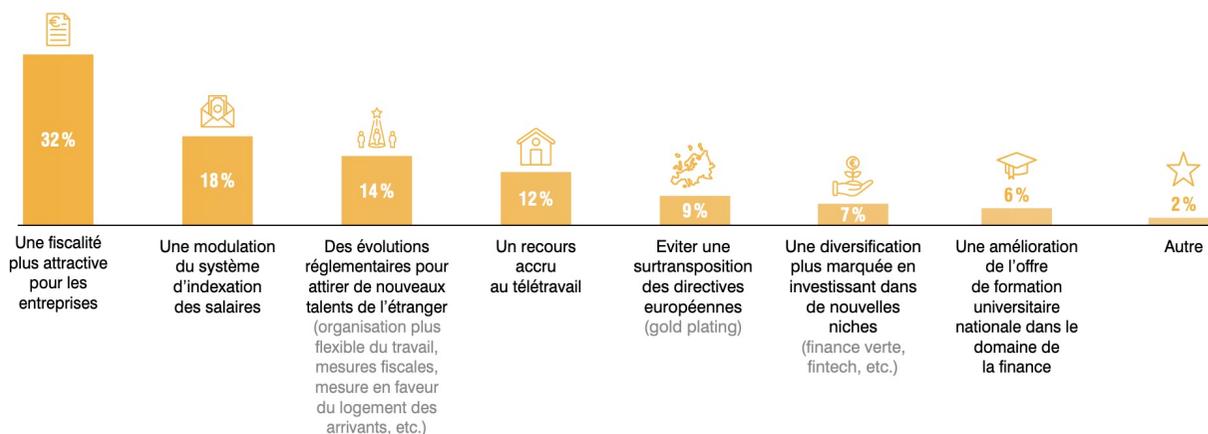
5. Le défi du maintien de notre secteur financier

Les attentes du secteur financier

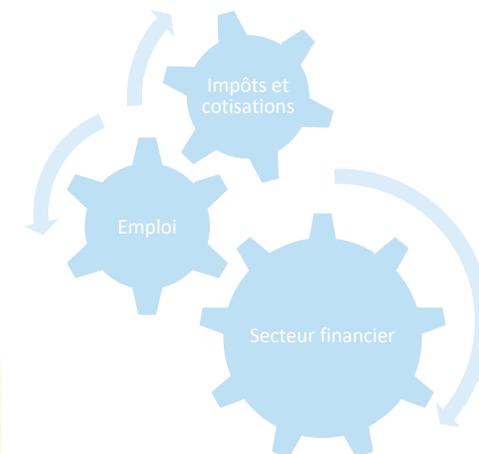
@ BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE 1^{ER} SEMESTRE 2023 14

Place financière

Selon vous, de quoi la Place financière a-t-elle le plus besoin pour maintenir son attractivité et sa compétitivité ?



32% des entrepreneurs interrogés considèrent que la mise en place d'une fiscalité plus attractive pour les entreprises serait la meilleure décision à prendre pour renforcer l'attractivité de la Place financière. Il est à noter que les réponses fournies par les acteurs de la Place financière eux-mêmes sont quelque peu différentes. S'ils sont 26% à avoir placé la question fiscale au premier rang de leurs revendications, ils sont 19% à considérer que le recours accru au télétravail est le principal besoin de la Place pour rester attractive. Si l'on élargit l'analyse aux réponses également données en deuxième et troisième position, on observe que les acteurs du secteur financier expriment prioritairement des besoins en matière d'évolution réglementaire pour recruter des talents de l'étranger, juste devant le recours accru au télétravail. Cela montre combien la question des talents est un enjeu d'attractivité majeur pour la Place financière.



6. Le défi de l'innovation comme créatrice de solution

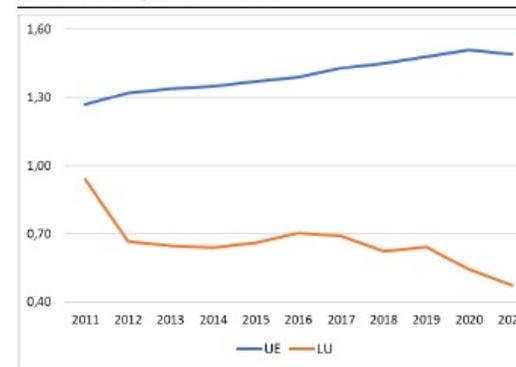
Libérer le potentiel d'innovation

Constats de la Commission

- « Le Luxembourg perd son rôle de chef de file dans l'UE »
- « Performances du Luxembourg en matière d'innovation augmentent (de 1,4 point de pourcentage) plus lentement que la moyenne de l'Union (9,9 points de %) »
- « Intensité en R&D faible et déclinante (1,02 % en 2021 contre 1,42 % en 2011) »
- « Soutien public à l'innovation des entreprises reste très faible (0,037 % du PIB en 2020 ; moyenne UE 0,196 %) »
- « Pas de soutien indirect aux activités de R&D sous la forme de crédits d'impôt au Luxembourg, contrairement à la plupart des pays de l'OCDE et de l'UE »
- « Seulement 6 % des activités de R&D des entreprises sont financées par les pouvoirs publics. Si le gouvernement a récemment annoncé une augmentation du financement de la recherche de près de 300 millions d'euros, faisant atteindre un total de 1,7 milliard d'euros pour la période 2022-2025, ce montant ne concerne toutefois que les institutions publiques »
- « Le Luxembourg pourrait financer davantage de projets d'innovation en partenariat avec les entreprises afin de générer davantage d'activités de recherche et d'innovation »
- « Liens entre le public et le secteur des entreprises restent sous exploité »

La R&D est essentiel à la réalisation de la double transition écologique et numérique

Graphique A11.1: Dépenses de R&D des entreprises en % du PIB, 2011-2021



Source: Eurostat

Cf. Mesure incitative pour les investissements dans la R&D, la transition digitale/écologique

7. Le défis des Talents

Un défi essentiel pour la prospérité du Luxembourg

Constats de la Commission

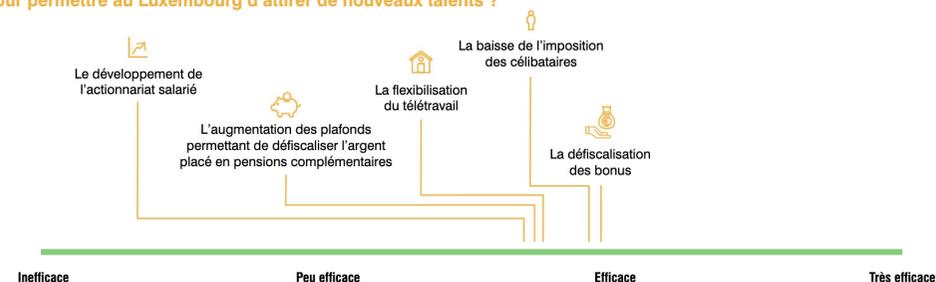
- « Le manque de personnel qualifié est l'obstacle de long terme à l'investissement le plus fréquemment cité par les entreprises luxembourgeoises »
- « La part des entreprises faisant état de difficultés dans le recrutement IT est largement supérieure à la moyenne de l'UE »
- « La pénurie de main-d'œuvre qualifiée, en particulier de personnes possédant des compétences numériques, nuit aux efforts des PME pour devenir plus vertes et plus numériques. »
- « La pénurie de travailleurs qualifiés s'est aggravée, accentuant l'inadéquation entre les compétences disponibles et les profils requis sur le marché »
- ! Selon le PSC, l'emploi est supposé croître de 60.000 personnes entre 2023 et 2027 alors qu'il y a une pénurie de talents au Luxembourg ... Et dans nos pays voisins !



BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE 1^{ER} SEMESTRE

Attraction de nouveaux talents

Selon-vous, quel serait le degré d'efficacité des mesures fiscales suivantes pour permettre au Luxembourg d'attirer de nouveaux talents ?



Face à la pénurie de main-d'œuvre, le Luxembourg doit mener **une stratégie de long terme en matière de formation**. Mais avant d'en tirer des bénéfices, des mesures aux effets plus rapides peuvent être prises. Les chefs d'entreprises interrogés estiment que certaines mesures pourraient être particulièrement efficaces, comme la **défiscalisation des bonus** (efficace ou très efficace pour 76% des sondés) ou la **baisse de l'imposition des célibataires** (74%). Là encore, le secteur financier porte une attention particulière à la question du télétravail : 79% des acteurs du secteur estiment que la flexibilité du télétravail constituerait une solution efficace ou très efficace pour attirer de nouveaux talents.

7. Le défi des Talents

Un défi essentiel pour la prospérité du Luxembourg

Quels sont les facteurs impactant le manque de disponibilité de la main-d'œuvre ?

Aspect réglementaire

- Inflation du nombre de jours de congé
- Inflation des obligations et reporting
- Coûts de la MO (indexation salaires)
- Absentéisme

Aspect économique

- Offre d'emplois non adaptées à la réalité des entreprises
- Coût du logement et de la mobilité
- Générosité du système de retraite

Aspect sociologique et worklife balance

- Attentes des salariés
- Mobilité
- Télétravail

Aspect démographique

- Départ en retraite
- Démographie Grande Région

+

+

+

7. Le défi des Talents

Un défi essentiel pour la prospérité du Luxembourg

Levier pour l'économie, la productivité, l'innovation, le logement, les transitions digitale et environnementale



- Faciliter l'accès collectif des entreprises à la **formation continue**, entre autres par une hausse du taux de cofinancement, notamment pour les PME et les compétences en pénurie et pour faire face aux transformations sociétales
- Adopter une approche cohérente (congé et réduction de travail = besoin de plus de personnels et aggravation pénurie)
- **Flexibiliser l'organisation du travail** pour répondre aux besoins des entreprises confrontées à l'augmentation des congés et absences
- Permettre aux employeurs de répondre aux demandes des salariés en levant les freins à la réalisation du télétravail en levant les freins à sa réalisation pour au moins 2 jours hebdomadaires (sécurité sociale et fiscalité)
- Laisser la **main-d'œuvre dans le productif**
- **Favoriser l'attrait du Luxembourg** pour les talents internationaux grâce à l'amélioration de la prime participative et du régime des impatriés, l'introduction d'une prime mobilité-logement pour les jeunes travailleurs
- **Attirer certains profils** (notamment ingénieurs, informaticiens pour les transitions) et autres spécialistes étrangers (notamment pour le monde de la finance) en actionnant le levier fiscal et en facilitant l'immigration et l'intégration de ressortissants de pays tiers (en intensifiant les récentes actions menées par le Gouvernement et les administrations concernées)

10. Contact



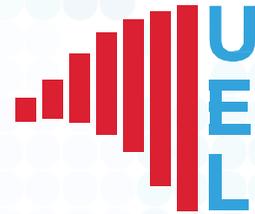
Michel Reckinger
Président
michel.reckinger@uel.lu



Jean-Paul Olinger
Directeur
jpo@uel.lu



Nicolas Simons
Chief Economist
nicolas.simons@uel.lu



UNION DES ENTREPRISES
LUXEMBOURGEOISES

